

L'accord entre Chypre et la Troïka pourrait entraîner une profonde défiance envers tous les pays fragiles de la zone euro



- à gauche, l'Indonésienne Sri Mulyani Indrawati, Directrice Générale de la Banque Mondiale ;
- à droite, des manifestants angoissés dans les rues de Nicosie en début de soirée, le 24 mars 2013.

La journée à haute tension du 24 mars a été marquée par la présence de centaines de manifestants dans les rues de Chypre et par les propos de la Directrice Générale de la Banque Mondiale, qui a mis en garde, depuis Pékin, contre un risque de contagion « psychologique » à d'autres pays vulnérables, notamment en Europe.

LA MISE EN GARDE DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE DE LA BANQUE MONDIALE

Dans un entretien à l'agence Reuters en marge d'un forum économique à Pékin, l'Indonésienne Sri Mulyani Indrawati, Directrice Générale de la Banque Mondiale, a tenu le 24 mars après-midi des propos beaucoup plus

Elle a en effet affirmé que « les pays en développement doivent être prêts pour une vente massive sur les marchés financiers en cas d'effondrement du secteur bancaire chypriote. »

Réclamant une résolution rapide de la crise à Chypre, Mme Indrawati a souligné que la Banque Mondiale suivait « de très près » le résultat des négociations en cours visant à imposer une taxe exceptionnelle sur les dépôts chypriotes pour obtenir un renflouement de 10 milliards € de la part de l'UE.

Jetant la consternation dans la communauté financière asiatique, la Directrice générale de la Banque Mondiale a pris le contrepied des discours lénifiants des autorités allemandes et européennes, qui ont affirmé que le risque de contagion de la situation chypriote serait limité.

Mme Indrawati, tout au contraire, a insisté sur le fait qu'une mauvaise réception, par les investisseurs, du plan final qui sera adopté pour sauver l'économie chypriote, pourrait avoir un effet de contagion et menacer d'autres pays vulnérables, en particulier ceux en Europe.

Elle a souligné, depuis Pékin : « **Le premier impact sur cet environnement global de cette situation de l'Europe vient de la perception, car elle est d'ordre psychologique. Et c'est cela qui est contagieux, car cela provient du marché des capitaux, du marché des valeurs, du secteur financier.** »

Et cette femme, qui a été ministre des finances de l'Indonésie et qui est considérée par le magazine états-unien Forbes comme la "65^e femme la plus puissante du monde", a conclu en enfonçant le clou : « **Nous devons surveiller de très près ce qui se passe à Chypre. Non seulement la psychologie, mais aussi la façon dont seront réglés le système bancaire et le traitement des dépôts.** »

« L'économie mondiale ne peut pas se permettre d'avoir de nouveau une plus grande volatilité. C'est pourquoi les décideurs doivent prendre la bonne décision de la façon la plus rapide afin de réduire la volatilité et l'incertitude. »

[source : <http://dmnnewswire.digitalmedianet.com/articles/viewarticle.jsp?id=2496276>]

UN ACCORD A ÉTÉ TROUVÉ DANS LA NUIT DU 24 AU 25 MARS 2013

Au moment où ce message est posté (25 mars - 2h30), les toutes dernières nouvelles venues de Bruxelles affirment qu'un accord de règlement aurait été trouvé entre les autorités chypriotes et les bailleurs de fonds européens du pays.

Cet accord prévoirait :

- **que la Bank of Cyprus, le premier établissement du pays, ne disparaisse pas, mais que les détenteurs de dépôts de cette banque subissent des pertes colossales, à hauteur de 40%, au dessus de 100.000 euros.**
- **en revanche, que la banque Laïki soit définitivement fermée. Les petits déposants seraient, là aussi, épargnés, mais ceux avec des dépôts au-dessus de de 100.000 euros subiraient des pertes considérables.**

[source : http://www.romandie.com/news/n/ Accord_final_sur_un_plan_de_sauvetage_pour_Chypre_33250320130225.asp]

COMMENTAIRES

Si ces informations se confirment dans les heures qui viennent, il serait logique d'assister à un double phénomène dans les prochains jours :

- **a)- d'une part, la protection des petits déposants devrait assez probablement conduire à la fin de l'atmosphère quasi-insurrectionnelle qui règne actuellement à Chypre ;**
- **b)- mais d'autre part la spoliation, dans des proportions colossales, des gros déposants dans les deux plus grandes banques du pays pourrait provoquer une fuite de nombreux investisseurs internationaux.** Non seulement de Chypre mais de tous les pays fragiles de la zone euro, comme l'a indiqué la Directrice générale de la Banque Mondiale. C'est d'ailleurs la menace explicite qu'ont déjà fait valoir les autorités russes il y a trois jours.

Dans ce cas, il serait probable d'assister à un flux massif d'euros quitter les pays en difficultés (Italie, Espagne, Portugal, Grèce,...) pour aller se réfugier en Allemagne dans des banques allemandes.

Le déséquilibre des soldes de Target 2, qui s'était un peu atténué depuis quelques semaines, aurait alors toute chance de se creuser de nouveau, et de provoquer une nouvelle fièvre sur les taux d'intérêt des obligations d'État espagnoles et italiennes.

En bref, si cet accord est confirmé puis voté par les députés chypriotes dans les heures qui viennent - comme c'est probable -, Chypre évitera à court terme la faillite et la sortie de l'euro en catastrophe, conformément à ce que les autorités de Washington ont certainement exigé en coulisses avec la plus grande fermeté.

Mais la crise n'en est pas finie pour autant. Des rebondissements sont à attendre dans toute la zone euro et dans toute l'UE.

François Asselineau